



SOMMAIRE

ENERGIE – CLIMAT

- La remise de 140 livres accordée aux ménages les plus modestes sur leur facture d'énergie va être étendue
- Publication du *sector deal* dans le domaine nucléaire
- Le projet de centrale nucléaire à Sizewell pourrait intéresser plusieurs investisseurs privés autour d'EDF

TRANSPORT

- La stratégie 0 émissions (*Road to zero strategy*) d'ici 2040 pourrait être moins ambitieuse que prévue
- Le Parlement adopte le projet d'expansion d'Heathrow malgré une opposition marquée
- Nomination du nouveau CEO de Govia Thameslink Railway
- Trenitalia alerte sur les échecs de Network Rail

ENVIRONNEMENT

- Réponses du Gouvernement au rapport de la Chambre des Communes sur la qualité de l'air

INDUSTRIE

- Un no deal menacerait les investissements d'Airbus au RU
- La SMMT durcit le ton sur le Brexit

NUMERIQUE

- Uber à nouveau autorisé à rouler dans la capitale britannique

SERVICES PROFESSIONNELS

- Vers une surveillance accrue des audits de KPMG par le FRC
- Entrée de Deloitte sur le marché britannique des services juridiques

REGIONS

- Démission du ministre de l'économie écossais
- Revalorisations salariales de 9 % pour la majorité du personnel de la NHS en Ecosse

FAIT MARQUANT : Le Committee on Climate Change invite le Gouvernement à faire plus en matière de lutte contre le changement climatique

Dans son [rapport annuel](#) publié le 28 juin 2018 qui évalue les résultats des politiques britanniques en matière de lutte contre les changements climatiques, le comité se félicite de la baisse des émissions observée dans le domaine de la production d'électricité. Ceci est dû en partie à la fermeture des centrales à charbon et à l'essor des énergies renouvelables accompagnée d'une baisse des coûts sans précédent. Le secteur des déchets a également vu ses émissions baisser de 48% depuis 2008 grâce à l'application des normes européennes et de la taxe britannique sur les décharges.

En revanche, les émissions dans les domaines de l'industrie, des transports et de la construction ont plafonné et ne permettront pas au Royaume-Uni de respecter les engagements contenus dans les 4^{ème} et 5^{ème} budgets carbone qui fixent les baisses d'émissions à 50% en 2027 et 57% en 2032 par rapport à 1990. Le comité fait 4 recommandations pour que le Royaume-Uni reste dans sa trajectoire d'émissions : promouvoir les technologies et dispositifs à bas coût faiblement émetteurs (éolien onshore, isolation thermique des bâtiments, politique active de reboisement ; renforcement des standards dans le domaine des émissions des véhicules ; maintien d'un environnement réglementaire stable et poursuite du développement des technologies décarbonées, captage et stockage du carbone, hydrogène ou encore électrification de la chaleur.

La remise (*Warm Home Discount*) de 140 livres accordée aux ménages les plus modestes sur leur facture d'énergie va être étendue : suite à une consultation lancée par le Gouvernement, la secrétaire d'Etat à l'Energie et la Croissance Verte, Claire Perry, a annoncé le 15 juin que le [Warm Home Discount](#) de 140 livres sur la facture d'énergie des ménages les plus modestes, incluant les retraités, seraient également couverts par des fournisseurs d'électricité plus petits ayant au moins 150 000 clients. L'intégration de ces petits fournisseurs d'électricité dans le programme qui devrait coûter 340 M de livres devrait permettre à un plus grand nombre de clients de bénéficier de ce rabais destiné à lutter contre la précarité énergétique en rendant du pouvoir d'achat aux consommateurs et en rendant plus facile la comparaison des offres entre elles.

Publication du *sector deal* dans le domaine nucléaire : Attendu depuis plusieurs semaines, le Gouvernement vient de dévoiler le [nuclear sector deal](#). Celui-ci s'inscrit dans le cadre de la stratégie industrielle britannique qui vise à améliorer la productivité et trouver des leviers de croissance grâce à des financements croisés entre secteur public et secteur privé. Le *nuclear sector deal*, qui prend place aux côtés d'autres (automobiles, intelligence artificielle, etc..) a pour ambition d'accompagner la décarbonation de l'économie, assurer la sécurité énergétique du Royaume-Uni et maintenir la compétitivité de l'énergie nucléaire face au développement des énergies renouvelables. Il prévoit de soutenir l'ensemble de la filière nucléaire en baissant de 30% les coûts des nouveaux projets d'ici 2030, en réduisant de 20% les coûts liés au démantèlement des centrales, en assurant une meilleure représentation des femmes (40% de femmes) dans l'ensemble du cycle et en faisant la promotion du savoir-faire britannique sur le plan intérieur et international (objectif visant à remporter 2 Mds de contrats d'ici 2030). Afin de faire baisser les coûts du nucléaire, le Royaume-Uni s'apprêterait à financer à hauteur de 56 M€ des études de R&D visant la construction de réacteurs nucléaires avancés (*advanced modular reactors – AMRs*). Ces réacteurs utilisent de nouvelles techniques de refroidissement et d'alimentation contrairement aux petits réacteurs modulaires (*small modular reactors – SMRs*) qui utilisent les mêmes techniques de refroidissement que les réacteurs de plus grosse capacité. Le *nuclear sector deal* ne prévoit pas de financements pour ce dernier type de petits réacteurs, sur lequel Rolls-Royce a annoncé s'être positionné.

Le projet de la centrale de Sizewell pourrait intéresser plusieurs investisseurs privés autour d'EDF : EDF a débuté des discussions avec une douzaine d'investisseurs étrangers concernant la construction de deux nouveaux réacteurs nucléaires sur le site de la centrale existante de Sizewell dans le Suffolk. L'arrivée de [nouveaux investisseurs privés](#), malgré les risques de retard et de dépassement de coûts, toujours possibles en matière de construction de nouvelles centrales, pourrait servir de nouveau modèle de financement pour les autres projets à venir. La baisse du montant des financements nécessaires pour la construction de nouvelles centrales apparaît comme une priorité pour le Gouvernement britannique, soucieux de montrer que des gains importants peuvent être réalisés après le lancement de la construction de la centrale d'Hinkley Point C dont les coûts de construction s'élèvent à 19,6 Mds£ (avec un prix garanti du MWH de 92,5 £, supérieur au prix de l'électricité sur le marché de gros). D'autres projets de construction comme le projet Wylfa pourrait impliquer la participation financière du Gouvernement dans le but de faire baisser le coût total du projet mais cette possibilité n'a pas vocation à se reproduire, le Gouvernement souhaitant un financement totalement privé pour les centrales à venir. Le modèle de financement RAB (*regulatory asset base*) qui permet à des investisseurs privés de financer certains projets d'infrastructures avec un taux garanti de revenu à long terme défini par le régulateur, pourrait s'appliquer.

La stratégie 0 émissions (*Road to zero strategy*) d'ici 2040 pourrait être moins ambitieuse que prévue : selon un article du [Financial Times](#), le plan visant à interdire la vente de véhicules diesel, essence et certains véhicules hybrides d'ici 2040 pourrait être revu à la baisse. L'interdiction un temps envisagée pourrait se transformer en objectif visant à placer le Royaume-Uni en tête des pays produisant des véhicules 0 émissions afin de retirer les véhicules polluants d'ici 2040. Une nouvelle cible visant à ce que 50% des véhicules soient classés dans la catégorie des véhicules ayant

un taux d'émissions très bas d'ici 2030 pourrait figurer dans la nouvelle stratégie qui devrait être dévoilée dans les jours à venir. La *Society of Motor Manufacturers and Traders* qui représente les intérêts des constructeurs s'est déclarée opposée à l'interdiction d'ici 2040 alors que certaines ONG comme Greenpeace appellent à ce que le Gouvernement aille plus loin s'il souhaite réellement assumer un leadership notamment en vue du sommet qui sera organisé sur les véhicules 0 émissions les 11 et 12 septembre prochain à Londres.

Le Parlement adopte le projet d'expansion d'Heathrow malgré une opposition marquée -- Le parlement britannique a [adopté](#) le 25 juin le *National Policy Statement* qui prévoit l'expansion de l'aéroport d'Heathrow par une majorité de 296 (415 contre 119). Le projet fait toutefois face à de nombreuses oppositions. Le secrétaire d'Etat chargé du commerce, Greg Hands, avait démissionné le 21 juin en signe de protestation et a ainsi voté contre le NPS. Boris Johnson, ministre des affaires étrangères et opposant historique du projet, était lui opportunément en déplacement en Afghanistan, il n'a donc pu voter. La direction du parti travailliste (Jeremy Corbyn, John McDonnell) était également opposée au projet mais avait choisi d'offrir un vote libre aux parlementaires, majoritairement en faveur tout comme les syndicats. 4 conseils municipaux londoniens (Hillingdon, Richmond, Wandsworth and Windsor et Maidenhead) soutenus par le maire de Londres, Sadiq Khan, et Greenpeace ont annoncé leur intention de déposer un recours juridique dénonçant les nuisances sonores et les inquiétudes environnementales.

En parallèle, le [gouvernement](#) a confirmé qu'il était prêt à mettre en place des obligations de service public (*Public Service Obligations*) pour protéger les routes intra-RU qui seraient également exemptées de taxes aéroportuaires. Il voudrait ainsi qu'environ 15 % de la nouvelle capacité soit utilisée pour des vols domestiques. Il a en outre confirmé que l'Ecosse bénéficierait de 100 vols supplémentaires par semaine au départ et à destination d'Heathrow. Les détails de ce PSO seront indiqués dans la stratégie de l'aviation qui sera publiée d'ici la fin d'année. Le ministre des transports a promis que le projet d'expansion respecterait [5 points](#) : le coût du projet sera entièrement supporté par le privé et non par le contribuable ; il fera croître l'économie ; les bénéfices sont garantis pour l'intégralité du RU ; une forte protection environnementale ; une protection légale très forte sur les engagements d'Heathrow.

Nomination du nouveau CEO de Govia Thameslink Railway -- Après la démission de Charles Horton de la tête de *Govia Thameslink Railway* en réponse aux très nombreux retards rencontrés par les trains de la franchise *Thameslink Southern and Great Northern* (TSGN), [Patrick Verwer](#) a été nommé nouveau CEO de l'opérateur de la franchise. Lors de l'instauration des nouveaux horaires le 20 mai, près de 5 % des 2 000 trains quotidiens ont été annulés et 18 % d'entre eux retardés soit près de 500 trains par jour. Ce chiffre est tombé désormais à 5 % de trains annulés ou retardés mais continue de susciter la colère des usagers. En parallèle, GTR fait également face à la grève sur la partie Southern du fait de l'introduction de trains opérés seulement par les conducteurs et donc sans personnel de sécurité à bord.

Trenitalia alerte sur les échecs de Network Rail -- Selon le [FT](#), le chef de Trenitalia, Ernesto Sicilia, dont l'entreprise gère la franchise c2c qui opère une ligne entre l'Essex et Londres a critiqué les performances des infrastructures et la capacité de Network Rail à gérer le système de manière efficace pour assurer aux opérateurs un réseau fiable. Il décrit le problème comme structurel du fait d'un manque de communication et d'intégration entre les opérateurs et Network Rail depuis la privatisation au début des années 90. Il dénonce également la rigidité et le coût du système, les opérateurs s'engageant sur plus de 10 ans dans un contrat très difficile à changer.

ENVIRONNEMENT



Réponse du Gouvernement au rapport de la chambre des communes sur la qualité de l'air : le Gouvernement a répondu dans un [rapport](#) publié le 20 juin aux [recommandations](#) de la Chambre des Communes publiées le 15 mars dont l'objectif était d'interpeller le Gouvernement sur les mesures à prendre de manière urgente pour améliorer la qualité de l'air au Royaume-Uni. La stratégie du Gouvernementale en matière de lutte contre la pollution de l'air est contenue dans la [Clean Air Strategy](#) publiée le 22 mai 2018 qui vise notamment à lutter contre les émissions dans l'ensemble des secteurs (transports, Industrie, agriculture, construction) doter les collectivités locales de nouveaux pouvoirs tout en simplifiant le cadre juridique existant

INDUSTRIE

Un no deal menacerait les investissements d'Airbus au RU -- Airbus a publié le 21 juin une [analyse de risque](#) qui indique qu'une sortie du RU sans accord remettrait en cause sa présence dans le pays. Airbus rappelle ainsi que son business model est fondé sur un système en juste-à-temps hautement intégré à l'échelle européenne. Près de 10 000 composants proviennent du RU ; tout changement dans les procédures douanières, la logistique ou les standards aurait ainsi des conséquences industrielles majeures. Dans le cas d'un no deal, les entreprises britanniques ne seront plus couvertes par les approbations réglementaires existantes (design, production et maintenance). Un no deal entraînerait de forts bouleversements dans la production et donc un besoin de stocks de protection estimé à environ 1 Md€ pour pallier l'allongement potentiel du temps de passage à la frontière. Ainsi, une sortie sans accord forcerait Airbus à reconsidérer ses investissements au RU et sa présence à long-terme dans le pays (en termes de compétences, de brevets, de R&D et de supply chain).

Tom Williams, COO d'Airbus, a jugé la période transitoire trop courte et a indiqué qu'Airbus aurait une politique d'investissement attentiste au UK et s'abstiendrait d'élargir sa base de sous-traitants britanniques (*Until we know and understand the new EU/UK relationship, Airbus should carefully monitor any new investments in the UK and should refrain from extending its UK suppliers/partners base*). Il a également déclaré : « *We have sought to highlight our concerns over the past 12 months, without success. Far from Project Fear, this is a dawning reality for Airbus. Put simply, a No Deal scenario directly threatens Airbus's future in the UK* ».

Cette annonce intervient quelques jours après que les organisations représentatives de l'industrie aéronautique et aérospatiale britannique (ADS et GAMA) ont écrit une [lettre](#) à Michel Barnier afin de lui demander l'ouverture de discussions techniques entre l'AESA et la *Civil Aviation Authority* (CAA, autorité britannique) afin de prévoir un accord propre au secteur qui serait mis en œuvre en cas de sortie sans accord (« *bare-bones EU-UK agreement* »).

La SMMT durcit le ton sur le Brexit -- Lors de la conférence annuelle de la *Society of Motor Manufacturers and Traders* (SMMT) le 26 juin, le président de l'organisation, Mike Hawes, a fait part de sa frustration sur la lenteur des négociations et a [invité](#) le gouvernement britannique à reconsidérer sa position sur l'union douanière, en l'absence d'une alternative permettant un commerce sans entraves avec l'UE à 27. Mike Hawes a ainsi dénoncé le climat d'incertitude qui règne et vient expliquer les performances dégradées de l'industrie au premier semestre 2018 : des suppressions d'emploi ont été annoncées (Nissan, JLR) et les investissements ont fortement diminué à 347,3 M€ soit moitié moins qu'à la même période en 2017 (647,4 M€). Il a rappelé qu'il n'y avait pas de dividende du Brexit pour le secteur et que les lignes rouges du gouvernement vont à l'encontre des intérêts des entreprises automobiles.

NUMERIQUE

Uber à nouveau autorisé à rouler dans la capitale britannique – Si Emma Arbuthnot, la juge en charge de cette affaire, a confirmé que la décision prise par TfL (Transport for London) de ne pas renouveler la licence d'Uber en septembre dernier était la bonne décision, elle vient néanmoins de lui accorder la permission de proposer à nouveau ses services dans la ville de Londres. Uber dispose de 15 mois « de probation » selon les mots du Maire de Londres et sera soumis à des audits réguliers. Pour témoigner de sa bonne volonté, Uber a déjà mis en place une série de changements et notamment une meilleure communication avec les services de police pour être plus réactif en cas d'agression. Pour Uber, cette victoire était essentielle : Londres est son plus gros marché en Europe et la société a perdu d'importantes batailles en Asie. (*Article du [Financial Times](#)*)

SERVICES PROFESSIONNELS

Vers une surveillance accrue des audits de KPMG par le FRC – Le régulateur comptable britannique, qui a [publié](#) le 18 juin plusieurs rapports sur la qualité des audits menés par les huit cabinets d'audit les plus importants du pays en 2017, a particulièrement visé KPMG, dont il a annoncé que le nombre de contrôles de ses audits devrait augmenter

de 25 %. Selon les conclusions du FRC, seulement 50 % des audits menés par le cabinet pour le compte des sociétés du FTSE 350 seraient satisfaisants, contre 79 % pour Deloitte, 82 % pour EY et 84 % pour PwC. Bien qu'aucun cabinet du Big four ne satisfasse la cible de 90 % fixée par le FRC, KPMG est celui qui s'en éloigne le plus. Le FRC note par ailleurs une nette amélioration de la qualité des audits menés par BDO, Mazars, GT et Moore Stephens.

Entrée de Deloitte sur le marché britannique des services juridiques – Le cabinet américain a annoncé le 22 juin avoir obtenu une licence de la *Solicitors Regulation Authority* lui donnant le droit de proposer des prestations de conseil juridique au Royaume-Uni en plus de ses activités d'audit et de conseil en stratégie et management. Deloitte, qui devient ainsi le dernier des Big 4 à se lancer dans le conseil juridique, se concentrera sur les questions juridiques en lien avec leur activité de conseil aux entreprises, les questions de mobilité des salariés dans les grands groupes, sur le droit du travail et sur le contentieux fiscal. Le cabinet s'appuiera sur les avancées technologiques permises par l'intelligence artificielle pour automatiser le traitement des affaires les moins complexes.



Démission du ministre de l'économie écossais – Le ministre de l'économie écossais Keith Brown a annoncé le 26 juin qu'il démissionnait de ses fonctions de *Secretary for the Economy and Fair Work*) pour se consacrer à son nouveau rôle de numéro deux du parti (*deputy SNP leader*). L'annonce de sa démission s'inscrit dans ce qui est décrit comme étant le plus grand remaniement ministériel de N. Sturgeon depuis 2014. Le ministre des finances Derek Mackay, qui a vu son portefeuille élargi à l'économie et au travail (*Secretary for Finance, Economy and Fair Work*), sera désormais épaulé par un secrétaire d'Etat chargé des finances publiques et un secrétaire d'Etat chargé du commerce, l'investissement et l'innovation.

Revalorisations salariales de 9 % pour la majorité du personnel de la NHS en Ecosse – Le gouvernement écossais a annoncé le [26 juin](#) que la plupart des employés de la NHS en Ecosse devrait bénéficier d'une revalorisation salariale de 9 % minimum au cours des trois prochaines années, contre 6,5 % en Angleterre. Ces augmentations salariales, dont il est prévu qu'elles soient dégressives en fonction du niveau de revenu du personnel, rendraient les employés de la NHS mieux payés en Ecosse que dans le reste du Royaume-Uni.

copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service économique régional de Londres (adresser les demandes à : londres@dgtresor.gouv.fr).

Clause de non-responsabilité

Le Service économique régional s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.



Rédigé par : Gautier Houel, Victoria Johnston, Pauline Virlovet, Laura Guenancia



Contact : Christian Fatras, Conseiller économique, christian.fatras@dgtresor.gouv.fr



Suivez-nous sur Twitter : @FRTreasury_UK